

KAMERUN

Propositions pour un nouveau départ

Jacques Bouhga Hagbe

KAMERUN

Propositions pour un nouveau départ

Teham

© Teham Éditions, 2025
35 avenue Lefèvre
94420 Le Plessis-Tréville - France
www.tehameditions.com
ISBN 979-10-90147-66-9

Dépôt légal mai 2025
Imprimé à la demande

Si c'est impossible... faisons-le !

Dans l'espoir d'inspirer au Cameroun et ailleurs des politiques publiques qui prennent en compte les réalités du monde moderne...

Aux martyrs du Kamerun Libre...

Aux martyrs de l'Afrique Libre...

AVANT PROPOS

Tout au long de cet ouvrage, nous évitons de nommer explicitement ceux des Camerounais dont nous parlons. Ce choix est délibéré car nous n'entendons point cibler nos critiques ou nos approbations sur les personnes elles-mêmes, mais plutôt sur les personnages qu'elles incarnent dans ces psychodrames que l'Afrique n'a de cesse d'offrir au monde. Pour qui connaît le Cameroun, ces personnages sont aisément identifiables. Il ne nous paraît cependant pas primordial que l'on puisse les reconnaître dans la mesure où ils auraient pu être n'importe qui d'autre ou encore citoyen de n'importe quel autre pays d'Afrique.

De même, le lecteur ne devra pas se sentir choqué par l'absence de précision sur les auteurs des citations utilisées tout au long du livre. Nous souhaitons par cette « omission » mettre l'accent sur l'état d'esprit des époques en question et non sur les auteurs concernés, qui d'ailleurs sont aisément identifiables pour tout observateur attentif de la scène africaine.

Dès le début du livre, nous épinglons un pays particulier, la France. Il ne faudra cependant pas oublier qu'il y eut une certaine catégorie de ses ressortissants qui vint en Afrique et y travailla le cœur plein de bonnes intentions. Leur action doit néanmoins être mise sur un plan strictement individuel, tant leurs actes contrastaient avec l'attitude de leur gouvernement vis-à-vis du Cameroun et du reste de l'Afrique sous occupation française. Ils sont certes peu nombreux et même marginaux, mais l'œuvre de certains d'entre eux demeure gigantesque à l'échelle individuelle. Que l'on trouve en ces lignes l'expression de l'hommage mérité que nous leur rendons. Cependant, il n'en demeure pas moins que ce pays n'a pas écrit les plus belles pages de l'histoire du Cameroun et de l'Afrique en général, et c'est le moins que l'on puisse dire...

La première partie du livre est consacrée à quelques considérations sur l'économie en général. En effet, les propositions qui y sont prodiguées

ne sont guère spécifiques à l'Afrique, mais sont applicables à toutes les économies du monde car nous ne pensons pas qu'il y ait une spécificité africaine en la matière. La situation de l'Afrique peut très bien être analysée sous le prisme des principes que nous croyons universels de l'économie. Si l'Afrique reste le continent du monde qui « refuse » de décoller, c'est avant tout parce que cette région est prise en otage par certains de ses propres enfants pour qui patriotisme et sérieux ne sont que de vains mots. Comme le lecteur pourra le constater, même si nos propositions restent générales, elles n'en demeurent pas moins assez concrètes.

Par exemple, les suggestions que nous faisons sur la gestion du marché du travail sont très concrètes et nous sommes même persuadés qu'elles donneront très vite les résultats conformes aux prédictions que nous avançons dans notre exposé.

Dans le même esprit, nous pensons que les propositions faites sur l'intégration économique et financière africaine peuvent être mises sur pied en quelques mois à travers une organisation continentale à caractère purement économique et indépendante de l'UA qui devra mettre en œuvre la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECA). Tout comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est indépendante de l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'UA ne peut pas abriter l'organisation devant mettre en œuvre la ZLECA, car le système de gouvernance de l'UA qui met un accent sur la « souveraineté » des États n'est pas compatible avec les exigences des organisations internationales à caractère économique qui reposent sur des règles que tous les pays membres doivent respecter.

La « réforme » qui donna naissance à l'UA fut irréfléchie, pas vraiment débattue, et donc conduisit à l'agrandissement de l'organisation et à la multiplication des institutions. C'est l'inverse qui aurait dû se produire et l'OUA-UA aurait dû être *réduite* au traité d'Abuja ou plutôt à une version modifiée du traité d'Abuja qui favoriserait une intégration pays par pays et non par blocs régionaux. Nous développons cet argument plus en détail dans les chapitres parlant de l'intégration africaine.

Même si les causes du « problème camerounais » ne sont pas fondamentalement très différentes de celles du « problème africain », nous pensons néanmoins que le contexte camerounais leur donne une dimension assez particulière. Par exemple, le Cameroun est le seul ou l'un des rares pays au monde où la principale ressource d'exportation, à

savoir le pétrole, est restée pendant des décennies une affaire « privée » du président de la République.¹ Le Cameroun est le seul pays où un directeur de société publique, propriété du peuple camerounais, en l'occurrence la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), peut se permettre de dire à la télévision nationale que la gestion du pétrole, dont nous rappelons qu'il a toujours en théorie été la propriété du peuple camerounais, ne « regarde que le président de la République et lui » et que les camerounais n'y « comprendraient rien ». Aujourd'hui encore, les Camerounais ne savent toujours pas combien l'exploitation du pétrole a rapporté au pays, ni comment l'argent a été utilisé et s'il est même rentré dans les caisses publiques. L'institutionnalisation des comptes « hors-budget » depuis la restitution de l'indépendance de ce pays en 1960 permet cependant de craindre le pire.

Le Cameroun est aussi le seul pays où le président de la République, censé être le protecteur des biens publics, peut « faire don » de milliards d'argent public à des sociétés occultes sans avoir à s'en expliquer. Ces faits, qui ne sont que des exemples parmi tant d'autres et qui paraissent scandaleux pour bon nombre, ne sont au Cameroun que des « banalités ». C'est dire à quel point le pays pour lequel des centaines de milliers et probablement plus du million de personnes ont sacrifié leurs jeunes vies lors de la sanglante guerre d'indépendance dans les années 1950 et 1960 est tenu pour propriété privée du clan présidentiel. Cette situation assez exceptionnelle mérite donc des thérapeutiques assez particulières. C'est justement l'objet de la seconde partie de ce livre.

Le vingt-et-unième siècle est africain... si les enfants de ce continent le veulent bien. La force du continent Noir réside dans sa taille et sa position géographique qui le rendent facilement accessible de tous les coins du monde. Il est capable de devenir un pivot de l'économie mondiale. Sa grande diversité est une richesse culturelle, mais aussi une faiblesse, sur un plan purement stratégique. Dans son état actuel de ramassis de « micro-nationalismes souverainistes » misérables et désunis, il est condamné à subir le rouleau compresseur du reste du monde.

Dès la période de la reprise des indépendances des peuples d'Afrique, certains leaders africains² réalisèrent que cette diversité sans unité était un handicap. Ils suggérèrent alors de former les « États Unis d'Afrique ». La direction dans laquelle ils tournèrent leurs regards fut la bonne. Comme par ironie du sort, c'est cette même diversité qui rendit, et rend toujours, la tâche impossible. Il ne peut exister de gouvernement panafricain à

proprement parler, cela n'est d'ailleurs pas nécessaire. L'Afrique ne peut s'unir, mais les Africains si. Ce dont l'Afrique-mère a le plus besoin, c'est de rassembler tous ses enfants éparpillés à travers le monde. Ils constituent un potentiel de ressources humaines considérable et peuvent développer leur continent en quelques dizaines d'années. Les Africains devront donc s'unir.

AVANT PROPOS

Notes

¹ Qui a tué Mpodo et toute sa famille ? Pour quelle raison l'a-t-on tué ? Pourquoi n'y a-t-il jamais eu d'enquête sur l'assassinat sauvage d'un homme, de son épouse et de son enfant ? Qui était le garant de leur sécurité à cette époque ? Qui était le président de la République de l'époque ? Les Camerounais doivent avoir des réponses à toutes ces questions

² Feu le Président Kwame Nkrumah du Ghana reste l'incarnation de ce groupe.

INTRODUCTION

Plus de soixante-cinq ans déjà, plus de soixante-cinq ans après la restitution de son indépendance, le Cameroun, pays « riche », reste l'un des plus pauvres au monde. Près d'un camerounais sur deux est classé pauvre et celui qui n'entre pas dans cette dernière catégorie est loin d'être riche. Pire, le Cameroun n'est plus une nation¹. Le « ventro-tribalisme » et l'« ethno-fascisme » ont pris le dessus sur le nationalisme et le patriotisme. En plus d'un demi-siècle, le Cameroun est devenu un mauvais assemblage d'ethnies qui n'arrêtent de s'épier et qui sont en permanence dans une quasi « guerre froide ethnique ».

L'« ingénieuse » invention des comptes « hors-budget » a permis aux plus hautes autorités de l'État camerounais d'entretenir pendant des dizaines d'années, une opacité suspecte sur la destination des recettes pétrolières. Ces mêmes personnes font des « dons » de plusieurs milliards... d'argent public au profit des...sectes et ce sans que l'« opposition officielle » ne s'en offusque, alors que pendant ce temps le pays n'a pas de routes, les hôpitaux camerounais sont devenus des « mouiroirs » par... « manque de moyens » et les jeunes refusent d'aller à l'école car on n'y apprend rien faute d'outils pédagogiques adéquats. D'autres camerounais risquent et perdent leur vie dans des trains d'atterrissage d'avions dans l'espoir de gagner une Europe synonyme à leurs yeux d'une vie meilleure. Le « mérite » ne joue plus son rôle « d'ascenseur social », car remplacé par l'origine ethnique, la carte du parti au pouvoir ou encore ...la secte.

Censés d'abord servir le peuple, les dictateurs mégalomanes se rendent hommage ainsi qu'à leurs épouses en se faisant construire des monuments à leur gloire...avec l'argent du peuple !

En dehors du sport, le Cameroun ne « s'illustre » sur la scène internationale qu'à travers la corruption. Il n'a plus d'élite mais uniquement des « affamés ». La politique a cessé d'être une occupation de réflexion sur

l'avenir de la cité² pour devenir le meilleur moyen de recevoir une part du « gâteau national ». On ne compte plus sur ses idées pour accéder aux leviers du pouvoir mais plutôt sur son appartenance ethnique. Ceux des « opposants », sans projet de société alternatif, qui dénoncent les pratiques du pouvoir en place, ainsi que le « néocolonialisme », ne rêvent que de prendre la place de leurs « adversaires » pour mieux les imiter et servir les « puissances néocoloniales ».

Que s'est-il donc passé durant toutes ces années ? Pour mieux comprendre les causes de cet état de fait somme toute prévisible, il nous paraît indispensable de relire fût-ce sommairement, l'histoire politique de ce pays depuis la période des guerres sanglantes pour son indépendance.

Dès le début des années 1950, ou plutôt la fin des années 1940, les Camerounais, installés sur leurs terres et comprenant enfin³ le désir de l'occupant étranger de les maintenir dans un état d'êtres humains de seconde zone, sans la moindre liberté de décision quant à leur propre avenir, lui signifient leur intention de fixer eux-mêmes leur destin. Soucieuse de conserver à tout prix en Afrique ce qu'elle appellera plus tard son « pré carré », la France, aussi connue sous l'appellation de « pays des droits de l'homme », n'hésita pas à montrer jusqu'où elle était capable d'aller afin d'atteindre son objectif. Le Cameroun, par ses richesses et sa position géographique stratégique sur le continent, était naturellement appelé à devenir l'un des piliers de cette zone d'influence à caractère néocolonial.

Les soulèvements de ces années 1950, et dans une moindre mesure des années 1960⁴, conduisirent donc au massacre de centaines de milliers⁵ de camerounais. Le calme revint après « la victoire des armes françaises »⁶, mais les assassinats politiques et d'autres formes de violences d'État continuèrent bien longtemps encore jusqu'aux ouvertures « démocratiques » des années 1990⁷.

Notons avant de continuer que d'autres pays⁸ moins dotés que le Cameroun et ne pouvant avoir les moyens d'une prospérité solitaire, étaient immédiatement « lâchés » dès qu'ils marquaient leur préférence pour « la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage ».

Obligé de quitter physiquement les territoires occupés d'Afrique dès le début des années 1960, l'ancien occupant colonial français, sous le réalisme de son « général-empereur » Charles de Gaulle⁹, confronté dans « son empire » à la résistance des peuples prêts à mourir par plusieurs

INTRODUCTION

centaines de milliers pour leur liberté, installa à la tête de ces territoires des « nègres blancs » bien acquis à la France dans le but de mieux y rester. Ces « meilleurs élèves » de la France se chargèrent de continuer l'œuvre « civilisatrice » de leurs « chers parents » gaulois. Il n'est pas besoin de rappeler que cette « parenté » était à sens unique et reposait essentiellement sur des liens de...pétrole et de diamants.

L'Afrique dite « francophone » se devait de devenir le prolongement de la France, avec la démocratie et d'autres libertés politiques en moins, qui restaient pour elle...un « luxe ». La « Françafrique » était née, pauvre Afrique, la plus longue et la plus vaste escroquerie de l'histoire des relations internationales aussi. D'un côté, un pays, la France, s'était assuré son approvisionnement en énergie et autres ressources naturelles à des conditions plus qu'avantageuses, et c'est un euphémisme. Mais surtout de l'autre, les leaders africains n'avaient aucun devoir de transparence quant à la gestion des recettes qui en provenaient. Inutile donc de mentionner que ces fonds étaient retournés vers des comptes privés dans des banques occidentales qui « prêtaient » ainsi aux peuples africains leur propre argent. Une bonne partie de ces « emprunts » reprenait le chemin de l'Occident et le cycle recommençait pour aboutir aux taux d'endettement bien connus en Afrique.

De même, les tyranneaux du « pré carré » n'avaient aucun compte à rendre à leurs peuples. Ils n'étaient « responsables » que devant la « cellule africaine » de la présidence d'un pays européen, la France, ou plutôt devant les « réseaux » clientélistes qui en émanaient ainsi qu'à leurs divers « parrains ». La « métropole » n'hésitait donc pas à envoyer des parachutistes sauver le trône de quelque « roi nègre » en mal de légitimité au nom des « accords de défense »¹⁰. Ces « accords » eux-mêmes étaient appliqués « à la tête du client », les « secourus » étant ceux qui servaient le mieux la « mère-patrie ». C'est dans ce cadre très « franco-africain » qu'il faut analyser le comportement des deux camerounais qui ont présidé jusqu'à ce moment aux destinées de la charnière de l'Afrique.

Le premier, Ahmadou Ahidjo, ancien Premier ministre du Cameroun ... « français », nommé en 1958 à la tête de son propre pays par ... la France, mit fin au multipartisme et à la « démocratie »¹¹ au Cameroun huit ans plus tard. De 1961 à 1972, il travailla et réussit à mettre une partie de l'ancien « Cameroun occidental » sous contrôle. L'autre avait choisi de se rattacher au Nigeria en 1961. Étant donné le népotisme qui a toujours caractérisé les gouvernants camerounais, il est facile de se convaincre que cet effort

ne fut pas mû par le désir de (re)unir tous les enfants du Cameroun, mais plutôt déployé dans le but inavoué d'asseoir un pouvoir personnel sur un territoire plus vaste. D'ailleurs, le véritable artisan de la réunification camerounaise, John Ngu Foncha, comme désabusé par la « duperie », devint un partisan acharné du retour au fédéralisme, voire à la sécession. Il dira dans une interview à un journal de la place quelques jours avant sa mort en 1999, parlant de son ancien « compagnon » Ahmadou Ahidjo, « il est comme un ami à qui on ne peut pas faire confiance ».

Durant ces années, le Cameroun était entré dans le « giron des nations prospères »¹². Les guillemets ici ont une importance capitale car en effet, en plus des remarques que nous présentons en note de fin de chapitre, le lecteur devra noter que le « miracle » camerounais à cette époque ne reposait en fait sur rien de fondamental. Le Cameroun n'a jamais eu de centre de recherche ou d'université digne de ce nom. Il n'avait pas non plus d'infrastructures de communication sérieuses et il n'en a toujours pas d'ailleurs. Il n'a jamais non plus vraiment eu d'industrie compétitive sur la scène internationale. Il n'y avait même pas de chaîne de télévision. La « prospérité » de l'économie camerounaise n'était qu'un « feu de paille » entretenu par ... le pétrole et d'autres ressources naturelles dont les prix avaient flambé à cette époque. Contrairement aux pays comparables d'Asie, le Cameroun, tout comme d'autres pseudo-miracles africains, ne créait pas de la richesse, mais l'extrayait de son sous-sol pour la vendre sans la moindre valeur ajoutée ! Ce n'est pas un hasard si la part de produits manufacturés venant des économies « bananières » d'Afrique subsaharienne a toujours été quasi-nulle sur le marché mondial.

De même, le dirigeant camerounais commit un autre grave péché d'ignorance, si caractéristique des dirigeants africains de cette époque qui est d'ailleurs loin d'être révolue sur le pauvre continent africain. Persuadé de son immortalité, il se refusa à faire de son pays un véritable État de droit, à savoir une entité dont la vie est gouvernée par des règles claires – de préférence démocratiques –, publiques et impartialement appliquées par une autorité indépendante. Aidé dans cette tâche par certains compatriotes du « Roi Soleil » qui lui fournissaient l'appui militaire requis, il était la loi, celui qui la fait, la dit et l'applique. Supprimant d'une main de fer toute velléité contestataire, donc « subversive », parfois en procédant à des éliminations physiques gratuites, « le Grand Camarade » s'assurait d'être la voix des « sans-voix », ces derniers étant ses propres compatriotes.

INTRODUCTION

Le Cameroun pouvant à ses yeux être géré comme une propriété privée, il ne se crut guère obligé de faire choisir son successeur par le véritable détenteur de la propriété « Cameroun ». Le peuple camerounais se vit donc imposé le 06 novembre 1982, le « successeur constitutionnel », Paul Biya, à travers lequel l'ancien télégraphiste comptait bien tirer les ficelles du pays de plus de dix millions d'habitants à l'époque. Tout un peuple allait payer cher, et ce pendant près d'un demi-siècle, la légèreté qui caractérisa un tel procédé.

Conséquence d'une entente politico-ethnique établie dès la fin des années 1950, avec la bénédiction d'un occupant colonial alors soucieux de contrer le mouvement nationaliste du Cameroun emmené par l'Union des Populations du Cameroun (UPC), « l'homme du 06 novembre 1982 » succéda à son « illustre prédécesseur ». Formé près de vingt ans à l'école de son maître, il appliquera à merveille et ce aux dépens de celui-ci, les méthodes apprises à ses côtés.

Quinze mois seulement après l'avoir intronisé, ceux-là même qui choisirent et installèrent le deuxième président camerounais, répétons-le sans l'avis du peuple camerounais, tentèrent de le destituer par la force le 06 avril 1984¹³. À ce moment, l'on put réaliser la grande légèreté, l'extrême ignorance et la puérilité avancée qui les caractérisaient. Le Cameroun, pays de plusieurs millions d'habitants, était ainsi devenu un jouet que l'on donne et cherche à reprendre à volonté. En digne successeur de son maître, « l'homme du renouveau » avait déjà, lors de ces événements, son emprise sur le système qui lui avait été légué.

« Nostalgique » et inconsolable d'un pouvoir qu'il avait lâché à la surprise générale et sans aucune raison apparente, et devenu « fantôme » de son vivant dans un pays dont il s'était sans modestie cru maître à vie, l'imposteur qui s'allia à des européens pour combattre ses propres compatriotes africains luttant pour la libération de leur pays et de leur condition de « trois-cinquième d'un Homme », qui transforma le problème politique national de l'indépendance du Cameroun en une confrontation aux relents ethniques et régionaux, qui usurpa la paternité d'une indépendance payée du sang des autres et à laquelle il s'était opposé, qui travestit l'histoire de son pays à son seul profit, réalisa qu'il n'était lui aussi qu'un simple mortel parmi tant d'autres.

Ce 30 novembre 1989, le pseudo « père » de l'indépendance camerounaise partageait ainsi avec ses nombreuses victimes la triste condition humaine... Ce fut dans un isolement et une indifférence pitoyable, loin

de son pays, sans le moindre hommage de « son » peuple¹⁴, sans la France « ingrate » qu'il avait servie, « victime » à son tour... de ses propres méthodes. Entre temps, le fils parricide avait achevé d'enfiler ses habits de dictateur et d'éteindre le feu de paille économique qu'il avait allumé. Le Cameroun était sorti du « giron des nations prospères ».

Initialement encouragée par des chauvins qui se faisaient « une certaine idée » de leur pays tout en se comportant en « soldat voyou » dès qu'il s'agissait des autres pays, refusant aux autres peuples ce même droit élémentaire de se faire « une certaine idée » de leurs pays, peuples qui pourtant quelques années plutôt les aidèrent à se débarrasser de l'emprise d'Adolf Hitler, la prise d'otages va durer plus d'un demi-siècle. Un peuple martyrisé deviendra la victime de deux de ses propres fils, arrivés au pouvoir sans lui, qui gèrent son pays et ses richesses sans lui, qui se font « réélire » à sa tête chaque fois sans lui, et qui se comportent plus en chefs de tribu qu'en chefs d'État. Son bien-être n'a jamais été la principale préoccupation de ces hommes qui n'en finissent pas de jouer avec son destin. Il fallait s'y attendre dès la (re)naissance du Cameroun indépendant. Le 1^{er} janvier 1960, le Cameroun, tout comme le reste de l'Afrique Noire, était déjà mal parti.

INTRODUCTION

Notes

¹ Ce pays ne l'a jamais été d'ailleurs.

² Ce qu'elle n'a jamais vraiment été au Cameroun.

³ Ce n'est que maintenant, soit près de 70 ans après ces visionnaires, que les Camerounais, tout comme le reste des Africains, se rendent compte qu'ils n'auraient dû compter que sur eux-mêmes, que l'opprimeur d'hier ne peut pas subitement se transformer en « sauveur » d'aujourd'hui. Ils se sont laissé fourvoyer par des gens qui n'étaient là en réalité que pour leurs propres intérêts, ce qui n'est d'ailleurs pas un péché, les États n'ayant jamais eu de sentiments à notre connaissance.

⁴ Les principaux leaders de ces rebellions étaient déjà assassinés à cette époque, Ruben Um Nyobe en 1958, Félix Roland Moumié en 1960, Castor Ossendé Afana en 1966 et Ernest Ouandié en 1970.

⁵ Personne ne connaît le bilan exact de ces massacres. Les dirigeants camerounais actuels et passés ayant fort probablement été complices de cette répression, ce vraisemblablement pourquoi ils furent récompensés, aucun chiffre officiel n'a jamais été publié et aucune mention n'en est d'ailleurs faite dans la version officielle de l'histoire du Cameroun. Nous préférons donc sous-estimer ce chiffre. Nous pensons néanmoins qu'un bilan dépassant le million ou plus ne devrait pas surprendre, tant la guerre fut longue (plusieurs années) et menée contre un ennemi aussi brutal que beaucoup mieux équipé et qui n'hésitait pas à utiliser le gaz.

⁶ En réalité, comme la suite de son histoire l'a montré, c'est surtout le peuple camerounais qui avait perdu.

⁷ Il y a eu une plus grande liberté d'expression et d'association dès cette époque, mais l'on ne peut encore parler de démocratie au Cameroun. L'avis du peuple n'a de cesse d'être ignoré dans ce pays.

⁸ La Guinée Conakry d'Ahmed Sékou Touré en est un exemple. Il faut cependant noter que le seul pays d'Afrique à avoir clairement dit « non » au néocolonialisme - les Guinéens le firent à plus de 95% lorsque l'occupant colonial leur donna enfin la parole en 1958 - eut le sacré malheur d'être dirigé par des leaders dont le comportement fit regretter à ce peuple, alors admiré dans toute l'Afrique, l'époque coloniale... En quelques mois seulement, l'espoir suscité en Afrique après le « non » guinéen tourna en une déception de même ampleur. Plus tard, d'aucuns ont pensé que ces événements ne furent qu'un simple accident !

⁹ Rendons à César ce qui est à César. Charles de Gaulle était à la tête d'un « empire » colonial. Il mérite donc le titre d'« empereur » tout comme celui de « général »!

¹⁰ Jusque très récemment encore, certains leaders africains ont entretenu, au frais de leurs compatriotes, ces gardes « expatriées » positionnées dans l'enceinte de l'ambassade locale du « pays ami ».

¹¹ L'on ne peut vraiment parler de démocratie à cette époque. Le peuple camerounais n'avait aucun droit à la parole comme nous l'avons rappelé plus haut. Les décisions étaient prises par le « Haut-commissaire », qui lui-même agissait sous l'autorité de ... « Paris ». En réalité, le « Premier ministre » ne remplissait qu'une fonction représentative dans le but de faire croire à l'opinion internationale que l'occupant colonial laissait les « indigènes » décider de leur avenir. Il pouvait être relevé de ses fonctions par le « Haut-commissaire » ... français à n'importe quel moment et sans le moindre préavis ou sans l'avis du peuple. C'est ce qui fut fait dans le cas du tout premier « Premier-ministre » du Cameroun « français », André-Marie Mbida, qui nommé en 1957, fut démis de ses

fonctions quelques mois plus tard car la France le trouvait « bizarre », d'après Pierre Messmer, ancien « Haut-commissaire » au Cameroun de 1956 à 1958.

¹² Plusieurs remarques s'imposent à ce niveau pour nuancer notre avis sur la gestion économique du Cameroun par Ahmadou Ahidjo.

Premièrement, son successeur, Paul Biya, fut tellement mauvais gestionnaire que son bilan économique parut exemplaire.

Deuxièmement, l'économie camerounaise restait « coloniale ». Nous entendons par là que ce sont des « conseillers techniques » français qui s'occupaient des aspects techniques de la gestion économique du Cameroun. Le lecteur devra se rappeler ici comme par ironie que le tout premier docteur en économie que le Cameroun et l'Afrique noire aient jamais eu, Castor Osendé Afana, fut assassiné en 1966 par ou tout au moins avec la complicité des gouvernants « néocoloniaux » camerounais. Pendant longtemps, ce pays n'a jamais vraiment essayé de se doter d'économistes nationaux dignes de ce nom. Tout était attendu des « coopérants » venus de la « métropole ». De même, seuls les Français étaient autorisés à investir au Cameroun...comme à l'époque coloniale. Le « patronat » camerounais était aux mains des Français. Jusque très récemment, certaines voix en France percevaient très mal que les leaders du « pré carré » veuillent attirer des investissements d'autres pays. Nous ne dénonçons pas ici le fait que la majorité des investisseurs étrangers au Cameroun viennent d'un pays particulier, mais plutôt l'interdiction de fait qui était faite aux autres pays. Le Cameroun, tout comme beaucoup d'autres pays d'Afrique, aurait gagné il y a longtemps à se diversifier et à profiter de toutes les expériences. Notons en plus que l'« effet pré carré » et l'« effet guerre froide » ont beaucoup aidé le Cameroun et d'autres pays africains dans la même situation. Pour que la France garde son influence et ses sources d'approvisionnement en énergie en Afrique, il lui fallait à tout prix maintenir et ménager l'amitié de ses fidèles, quelle que soit la qualité de leur gestion. Cela passait donc par des « aides au développement » que le peuple n'a jamais vues, et qu'elle récupérait d'une manière ou d'une autre avec intérêt. Quant à la guerre froide, elle a conduit le camp occidental à tout accepter des leaders africains. Il fallait être « généreux » envers les pays qui avaient choisi le « monde libre » en soutenant à leurs têtes des ...dictateurs - voleurs.

Troisièmement, les recettes provenant de la vente des ressources naturelles du Cameroun n'étaient pas budgétisées. Elles allaient dans un « compte hors-budget » exclusivement géré par la présidence de la République. Par exemple, les Camerounais n'avaient et n'ont toujours aucune idée de la destination de l'« argent du pétrole ». Son successeur lui emboîta le pas dans ces pratiques très peu patriotiques. Ce n'est qu'avec la pression des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale) que ces fonds commencèrent à être mentionnés dans le budget de l'État vers la fin des années 1990.

Quatrièmement, ce tableau de « prospérité » était loin d'être uniforme. Certaines régions du Cameroun furent délibérément délaissées par les gouvernants camerounais, nonobstant leur apport potentiel à l'économie camerounaise, non pas par manque de moyens, mais pour des raisons politico-ethniques. C'est toujours vrai aujourd'hui d'ailleurs.

De même, certains projets non prioritaires étaient néanmoins conduits à terme aux frais du contribuable. Pour ne citer qu'un exemple, alors que la capitale politique du Cameroun n'était pas desservie par les lignes internationales, le dirigeant camerounais dota son village natal d'un aéroport international ! Le lecteur devra bien noter qu'ici, nous ne critiquons pas le fait qu'un aéroport soit construit dans une région dont l'apport

INTRODUCTION

potentiel à l'économie camerounaise est certain et qui jouera encore un rôle économique plus important dans le futur avec l'intégration économique régionale, et donc qui allait de toute façon abriter un aéroport international à terme, mais plutôt la mauvaise hiérarchisation des priorités. Dans une moindre mesure, nous faisons remarquer qu'il n'y avait pas que le village natal du dirigeant camerounais qui pouvait recevoir cette infrastructure dans la région où elle fut construite. D'autres projets prioritaires et dont la rentabilité pour le peuple camerounais était certaine étaient délibérément écartés pour des raisons politiciennes. L'avènement de la télévision au Cameroun en est une parfaite illustration. À cette époque, des pays bien plus pauvres que le Cameroun en étaient à plusieurs chaînes de télévision, pendant que ce dernier n'en avait aucune. Ce puissant moyen d'éducation des masses fut refusé au peuple camerounais pendant bien longtemps. Il est surprenant de constater que certaines personnes le présentent comme le « père du Cameroun moderne ». En 1985, son fils spirituel ouvrit une chaîne de télévision pour son parti politique au pouvoir, et mit ses dépenses de fonctionnement à la charge du contribuable. Fidèle aux méthodes de son prédécesseur, il n'autorisa aucune autre chaîne afin de parer à une éventuelle « subversion », même après le vote par l'assemblée nationale d'une loi libéralisant le secteur de l'audiovisuel en 1990. Le décret d'application de cette loi ne fut signé qu'en...l'an 2000 !

¹³ Le bilan officiel de ce putsch manqué, qui en disait long sur la personnalité même de ses auteurs, se chiffra à 9 morts côté « loyalistes », une soixantaine de morts, 265 gendarmes portés disparus et 1058 prisonniers côté « mutins ». Il faudra également ajouter que ceux des « mutins », leaders civils ou militaires de cette opération bien hasardeuse, qui n'eurent pas le temps de s'enfuir, furent exécutés au terme d'un procès qualifié par certains journaux d'« expéditif ». L'« illustre prédécesseur » lui, apprit sa condamnation à mort par contumace de son exil doré en France. Il « bénéficiera » quelques années plus tard d'une « grâce présidentielle » mais n'osera jamais remettre les pieds dans son pays. Les autres « survivants » de cette aventure furent élargis en 1991 après le vote cette même année d'une loi d'amnistie par l'Assemblée nationale.

14 Ce ne fut que justice rendue, même si tout ceci avait des airs de revanche de la part de son successeur. « 06 avril 1984 » ou pas, le pseudo « père » de l'indépendance camerounaise avait commis beaucoup trop d'erreurs, en tant que Camerounais, en tant qu'Africain et en tant que président de la République, pour mériter l'hommage des Camerounais.

